

MINISTERE DE L'ENERGIE, DES RECHERCHES PETROLIERES ET MINIERES,
DE L'EAU ET DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU BENIN

DIRECTION GENERALE



RAPPORT D'ACTIVITES

2012

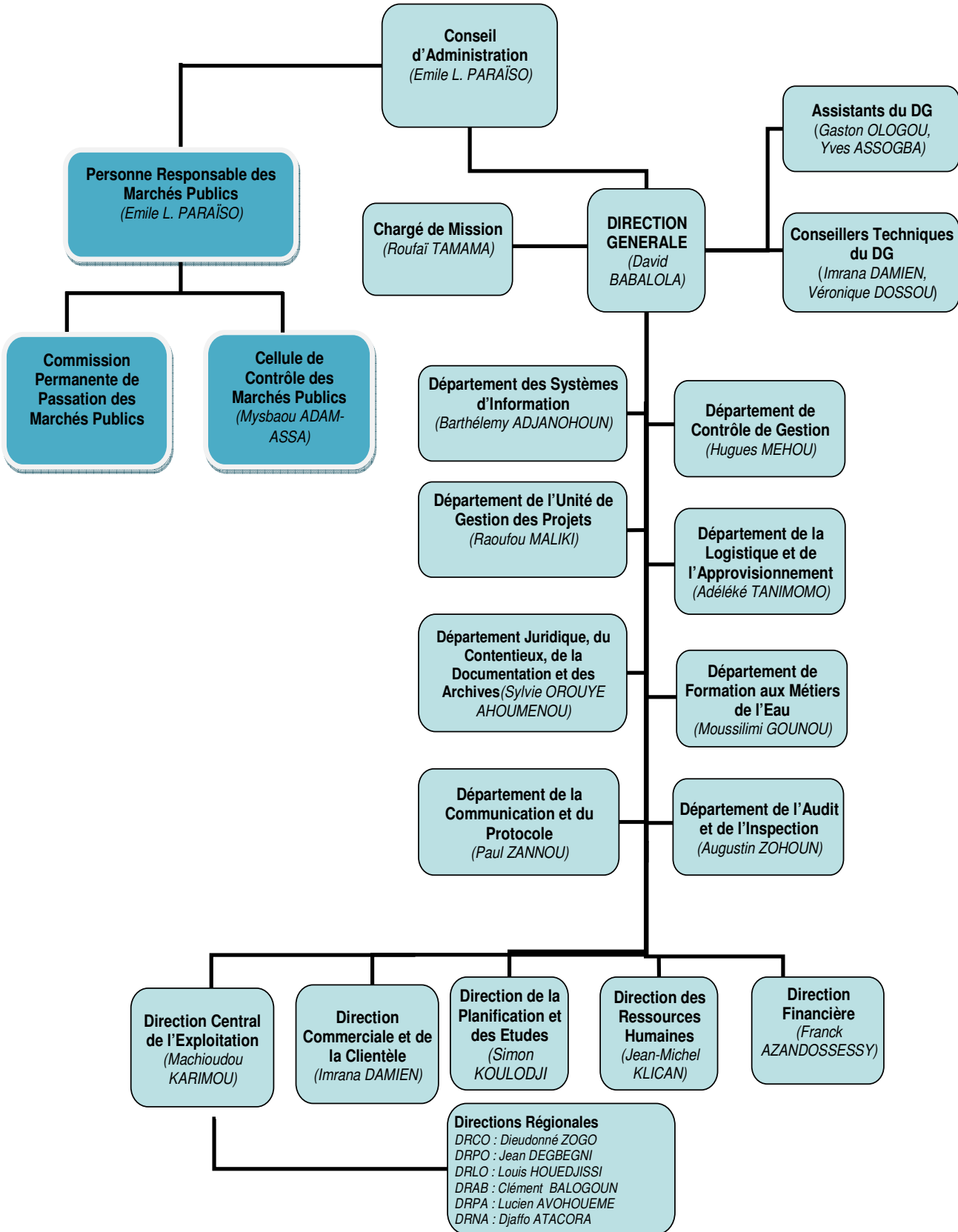
2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

Mars 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE

| | |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Désignation | Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) |
| Adresse | 92, Avenue du Pape Jean Paul II, 01 BP 216 RP Cotonou, Bénin Tél. : (229) 21.31.62.58 / 21.31.22.72 Fax : (229) 21.31.11.08 E-mail : info@soneb.com , Site Web : www.soneb.com |
| Statut juridique | Société Anonyme Unipersonnelle / Entreprise publique |
| Capital social | 1 Milliard FCFA, Etat actionnaire unique |
| Objet social | Production et distribution d'eau potable en milieu urbain et périurbain ainsi que évacuation et traitement des eaux usées au Bénin |
| Conseil d'Administration | <ul style="list-style-type: none"> - M. <i>Emile Louis PARAÏSO</i>, Président, Représentant du Ministre de L'Energie, des Recherches Pétrolières et Minières, de l'Eau et du Développement des Energies Renouvelables ; - M. <i>Latifi Adjassa BADIROU</i>, Représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ; - M. <i>Comlanvi KPOLEDJI</i>, Représentant du Ministre du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective ; - M. <i>Richard Dèdènou OUSSOU</i>, Représentant du Ministre de la Santé ; - M. <i>Patrice Comlan HOUSSOU GUÈDÈ</i>, Représentant de l'Association Nationale des Communes du Bénin ; - M. <i>Bernard DOSSOU DOSSA</i>, Représentant de l'Association des Consommateurs ; - M. <i>Arsène AÏKO</i>, Représentant le Personnel. |
| Commissariat aux comptes | <ul style="list-style-type: none"> - M. <i>Johannes DAGNON</i>, FIDUCIAIRE D'AFRIQUE - M. <i>Pierre BRUN</i>, AUDIT FINANCE CONSEIL |
| Directeur Général | David BABALOLA |
| Potentiel productif | 110 milliards FCFA (2012) |
| Effectif | 721 agents (2012) |
| Clients actifs | 185.333 abonnés (2012) |
| Ventes d'eau | 32,58 millions m ³ (2012) |
| Chiffre d'affaires | 16,78 Milliards FCFA (2012) |
| Résultat net | +2,17 milliards FCFA (2012) |

ORGANIGRAMME CENTRAL



NOTE DE SYNTHÈSE

Le présent rapport a pour but de rendre compte des résultats des différents secteurs d'activités engagés à concourir à l'atteinte des objectifs que la SONEB s'est fixés au titre de l'année 2012.

L'année 2012 a été caractérisée par la désignation d'un nouveau Directeur Général à la SONEB. Le 15 mai 2012, M. David BABALOLA, quatrième Directeur Général depuis la création de la SONEB, a pris les rênes de la société.

Cette nouvelle Direction Générale a permis la prise et surtout l'exécution de décisions de gestion hardies pour lever certains dysfonctionnements datant de plusieurs années. Ainsi en 2012, les plus grandes réalisations sont :

- l'assainissement d'une partie importante du parc des abonnés par la résiliation des contrats d'abonnement aux consommateurs d'eau mauvais payeurs ayant plus de trois factures impayées ;
- la signature de la nouvelle Convention collective des travailleurs, la première de la SONEB ;
- le redémarrage du projet informatique, après plusieurs années de suspension, grâce à la mise en place des interconnexions, l'installation et le début d'exploitation du logiciel de gestion clientèle Gd'Or dont le marché a été signé depuis 2005 ;
- la mise en place de l'indemnité de fin carrière (IFC), en remplacement de provisions comptables pour départ à la retraite, de loin plus bénéfique à l'agent admis à la retraite ainsi que pour la société en raison de sa défiscalisation.
- La relance du processus de régularisation de la situation des agents occasionnels dits prestataires à travers l'obtention de l'accord de leur dédommagement et du recrutement subséquent pour couvrir les besoins réels de la SONEB ;
- La réhabilitation du CFME avec la mise en exécution d'un plan de formation ambitieux pour le personnel de la société.

Outre ces grandes actions novatrices, cette note de synthèse présente le point des activités techniques relevant des exploitations régionales et des projets exécutés, l'implication des ressources humaines et du management ainsi que les principaux indicateurs de la gestion financière réalisés à la SONEB en 2012.

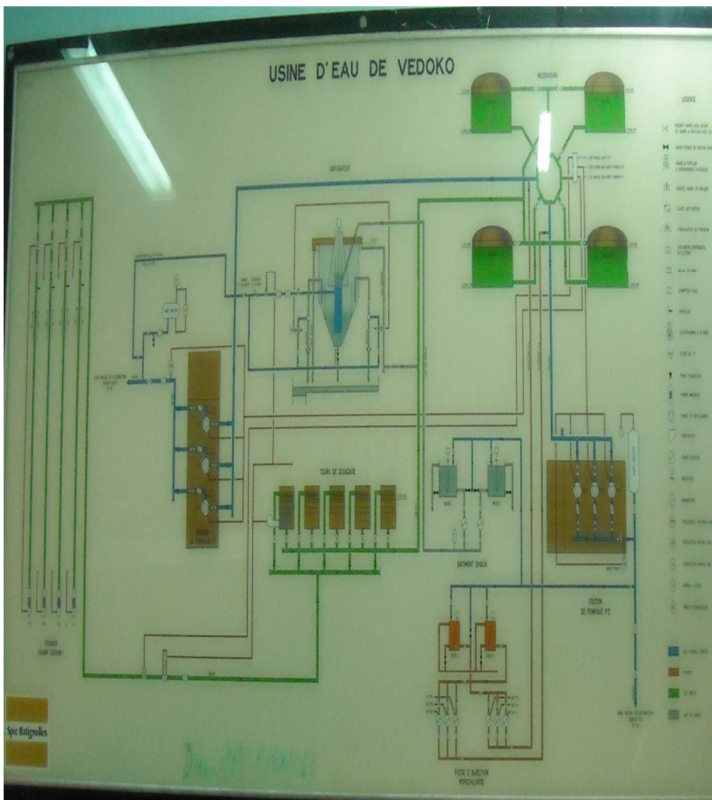
Dans le souci d'offrir une meilleure visibilité et permettre d'apprécier l'évolution historique des indicateurs, les résultats de 2012 sont présentés en parallèle avec ceux obtenus en 2011.

Tableau 1 : Évolution des principaux indicateurs techniques et commerciaux de 2011 et 2012.

| Indicateurs technico-commerciaux | Réalizations | | |
|---------------------------------------------------------------|---------------------|---------|---------|
| | Evolution 2012/2011 | 2012 | 2011 |
| Branchements réalisés | -21,31% | 12 005 | 15 256 |
| Extension de réseau (km) | -16,66% | 96 075 | 115 275 |
| Nombre d'abonnés actifs | 3,84% | 185 333 | 178 478 |
| Taux de desserte (%) | 3,29% | 63,43% | 61,41% |
| Eau produite refoulée (millions m ³) | 7,88% | 44,05 | 40,83 |
| Eau vendue (m ³) | 1,97% | 32,58 | 31,95 |
| Durée moyenne des interruptions dans les usines d'eau (mn) | -22,62% | 67 | 87 |
| consommation spécifique énergie électrique kwh/m ³ | 2,13% | 0,52 | 0,51 |
| Taux d'eau non comptabilisée (%) | 19,69% | 26,04% | 21,76% |

La clientèle s'est accrue de 4% entre 2011 et 2012 pour atteindre environ 185.500 abonnés actifs à fin décembre 2012. Cette augmentation résulte de l'extension du réseau d'eau de 96 km et la réalisation de 12.000 branchements. La massive résiliation de contrats d'abonnement des mauvais payeurs grâce à une campagne spéciale de recouvrement, n'a pas permis d'accroître plus substantiellement le niveau du parc abonnés, qui s'est tout de même assaini. Les extensions de réseau d'eau et les nouveaux branchements sont en diminution en 2012 par rapport à 2011, en raison essentiellement des ruptures fréquentes de matériels de raccordement hydraulique. Malgré cela, les branchements en instance à fin décembre sont d'un millier de demandes comme l'an passé, soit l'équivalent d'un mois de demandes.

Il en résulte un taux de desserte en eau potable pour les zones urbaines et péri-urbaines de 63,43%. L'objectif de 75% fixé pour les OMD pour 2015 peut encore être atteint grâce à la réalisation des projets d'adduction d'eau potable en cours d'exécution.



Les ventes d'eau ont très légèrement augmenté en 2012 par rapport à 2011 à environ 32,6 millions m³ en raison entre autre de la résiliation nette de plus de 5.500 clients mauvais payeurs.

La production s'est par contre accrue de 8% pour atteindre 44 millions m³.

Il s'en dégage un taux d'eau non comptabilisée de 26%. Ce sont les pertes commerciales qui se sont accrues en raison des difficultés techniques de coupures de prestation, des fraudes, de la non responsabilisation des agents occasionnels dits « prestataires »,

des ruptures de stocks de matériels d'entretien des branchements, de l'organisation du travail de coupures...

Pour réduire ces pertes, des actions sont déjà en cours, notamment la dynamisation du contrôle chez les abonnés, le contrôle des chantiers de constructions, la sensibilisation des releveurs et le renforcement du contrôle de leurs relèves...

Il convient donc, dans le souci de rendre la société encore plus performante, notamment en ce qui concerne la réduction des pertes d'eau, de mener diligemment les actions ci-après :

- acquérir et remplacer les compteurs de production dans les stations où ils sont défectueux ;
- identifier et mettre en œuvre une politique d'approvisionnement plus efficace qui puisse résorber les lourdeurs observées dans les procédures de passation de marchés publics et assurer une disponibilité des matériels nécessaires pour la continuité du service ;
- remplacer les compteurs défectueux chez abonnés ;
- planifier et remplacer progressivement les compteurs âgés existant chez les abonnés, en vue d'améliorer le comptage ;
- suivre en permanence le réseau de distribution...

Tableau 2 : Évolution des principaux indicateurs des ressources humaines et financières de 2011 à 2012.

| Indicateurs des ressources humaines et financières | Réalizations | | |
|-----------------------------------------------------------|---------------------|---------|---------|
| | Evolution 2012/2011 | 2012 | 2011 |
| Effectif | -1,50% | 721 | 732 |
| Nombre d'abonnés actifs | 3,84% | 185 333 | 178 478 |
| Productivité physique (effectif / 1000 abonnés) | -5,15% | 3,89 | 4,10 |
| Charges de personnel/Valeur ajoutée | -5,38% | 0,48 | 0,50 |
| Chiffre d'affaires (en millions FCFA) | 1,02% | 16 779 | 16 609 |
| Charges de personnel (en millions FCFA) | 0,62% | 4 697 | 4 668 |
| Résultat d'exploitation (en millions FCFA) | 387,80% | 378,11 | 78 |
| Résultat net (en millions FCFA) | 38,47% | 2 167 | 1 565 |
| Délai client (nombre de jours de chiffres d'affaires TTC) | 29,19% | 320 | 248 |

Le ratio de productivité physique est passé de 4,1 en 2011 à 3,89 en 2012 et se justifie essentiellement par l'accroissement de la clientèle, en l'absence de nouveaux recrutements.

De même, le ratio masse salariale/valeur ajoutée est en sensible repli à 38% en 2012 contre 41% en 2011, soit une baisse de 8%, en raison d'une bonne maîtrise de la masse salariale (-2% par rapport à 2011) contre un accroissement significative de 6% de la Valeur ajoutée.



Le chiffre d'affaires s'est accru de 1% en 2012 par rapport à 2011. Ce faible accroissement s'explique essentiellement par la non atteinte des objectifs de ventes d'eau (90%) et des travaux (74%). La suspension de la fourniture d'eau à environ 5.500 clients consommateurs mauvais payeurs, a impacté le chiffre d'affaires en 2012.

Le résultat d'exploitation est de 378 millions FCFA en 2012 contre 78 millions en 2011. Cette hausse s'explique par un accroissement relativement plus important des produits d'exploitation (5%) que les charges d'exploitation (3,5%) dont les efforts de maîtrise ont été importantes, notamment les charges des principaux intrants que sont l'énergie électrique (accroissement de seulement 1% pour une hausse de la production de 8%) et les salaires.

Le résultat net bénéficiaire est passé de 1,56 milliard de FCFA en 2011 à 2,17 milliards de FCFA en 2012, soit un accroissement de 38%. Cette amélioration du résultat net provient de l'écart du résultat d'exploitation augmenté de celui des reprises de subventions d'équipement.

Le délai crédit client est passé de 248 jours de chiffre d'affaires en 2011 à 320 jours en 2012, en augmentation de 29%. Cette hausse est en grande partie imputable aux créances sur l'Etat qui s'établissent à 11 milliards en 2012, contre 7,7 milliards FCFA en 2011.